

# REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

---

RIELF 2021, Vol. 6, N°1

Association Internationale  
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIwersYTET  
EKONOMICZNY  
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

---

## Directeur de la publication

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne

## Comité éditorial

Alastaire ALINSATO, Bénin  
Camille BAULANT, France  
Matouk BELATTAF, Algérie  
Francis BISMANS, Belgique  
Horst BREZINSKI, Allemagne  
Abdelaziz CHERABI, Algérie  
Bernard COUPEZ, France  
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon  
Jules-Roger FEUDJO, Cameroun  
Camelia FRATILA, Roumanie  
Marian GORYNIA, Pologne  
Driss GUERRAOUI, Maroc  
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie  
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique  
Nafii IBENRISSOUL, Maroc  
Michel LELART, France  
Laura MARCU, Roumanie  
Boniface MBIH, France

Isabel MOCOROA-VEGA, Espagne  
Mbodja MOUGOUE, États-Unis  
Thierry PAIRAULT, France  
Jacques POISAT, France  
Jean-Christophe POUTINEAU, France  
Carlos QUENAN, Argentine  
Marek RATAJCZAK, Pologne  
Alain REDSLOB, France  
Xavier RICHEL, France  
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis  
Paul ROSELE CHIM, France  
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili  
Baiba ŠAVRINA, Lettonie  
Lansana SEYDI, Brésil  
Viatcheslav SHUPER, Russie  
Abdou THIAO, Sénégal  
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun  
François VAILLANCOURT, Canada

## Comité de rédaction

Krzysztof MALAGA, rédacteur en chef, USEGP, Pologne  
Małgorzata MACUDA, secrétaire de rédaction, USEGP, Pologne

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne  
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Paris, Poznań 2021

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X  
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée  
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos (KRZYSZTOF MALAGA)</b> .....	3
<b>BERNARD LANDAIS</b> <b>Une théorie du développement économique</b> .....	7
<b>PIOTR BANASZYK, PRZEMYSŁAW DESZCZYŃSKI, MARIAN GORYNIA,</b> <b>KRZYSZTOF MALAGA</b> <b>Prémises pour la modification de certains concepts économiques causées par la</b> <b>pandémie de Covid-19</b> .....	33
<b>ABDOU THIAO, SOULEYMANE OUONOGO</b> <b>La mobilisation des ressources fiscales en Afrique subsaharienne : quel rôle des</b> <b>flux financiers illicites ?</b> .....	61
<b>HAMIDOU SAWADOGO</b> <b>Effets de la corruption sur l'activité bancaire en Afrique subsaharienne (AfSS)</b> .....	79
<b>ADOUM GUELEMINE WEIBIGUE</b> <b>Subventions d'engrais et productivité agricole dans la Vallée du Fleuve Sénégal</b> ....	101
<b>CHEIKH TIDIANE NDOUR, ADAMA FAYE</b> <b>Commerce international, croissance économique et environnement au Sénégal</b> ....	115
<b>MOUKPÈ GNINIGUÈ, TOM-IRA ZOU TCHALIM</b> <b>Effet de l'émigration sur la transformation structurelle de la Communauté Éco-</b> <b>nomique des États de l'Afrique de l'Ouest</b> .....	129
<b>MADOU CISSÉ, FALINGUÉ KEITA</b> <b>Déterminants de l'adoption de l'Internet mobile par les consommateurs Maliens</b>	151
<b>ABDOUL KARIM DIAMOUTENE</b> <b>Effets des transferts de fonds internationaux sur l'utilisation du crédit par les</b> <b>exploitants agricoles au Mali</b> .....	172

ANTOINE NGAKOSSO

**Réexamen de l'hypothèse des déficits jumeaux dans les pays en développement :  
cas du Congo**..... 189

FERDINAND MOUSSAVOU

**Investissements directs étrangers et croissance économique au Congo-Brazzaville :  
une étude par l'approche vectorielle à correction d'erreur (VECM) pour la période  
de 1980 à 2016**..... 213

---

# INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU CONGO- -BRAZZAVILLE : UNE ÉTUDE PAR L'APPROCHE VECTORIELLE À CORRECTION D'ERREUR (VECM) POUR LA PÉRIODE DE 1980 À 2016

**Foreign direct investments and economic growth in Congo-  
-Brazzaville : A study by the vector approach with error  
correction (VECM) for the period from 1980 to 2016**

**FERDINAND MOUSSAVOU<sup>1</sup>**

Université Marien Ngouabi, Faculté des Sciences Économiques, Congo-Brazzaville

fajmoussavou@gmail.com

ORCID : 0000-0001-5178-582X

**Abstract :** This article analyzes the effects of foreign direct investment on economic growth in Congo-Brazzaville over the period from 1980 to 2016. The empirical analysis is based on the vector error correction model (VECM). The results show that in the short term, human capital, net investments and the exchange rate impact economic growth. In the long run, economic growth is affected by foreign direct investment, human capital, terms of trade, net investment, the exchange rate and domestic credits distributed to the private sectors. Moreover, in the short and long term, the econometric results show that human capital, net investments and the exchange rate influence this growth. These results have important implications for economic policy in Congo-Brazzaville.

**Keywords :** foreign direct investment, economic growth, Congo-Brazzaville.

**Résumé :** Cet article analyse les effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique au Congo-Brazzaville sur la période de 1980 à 2016. L'analyse empirique repose sur le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM). Les résultats montrent qu'à court terme, le capital humain, les investissements nets et le taux de change impactent la croissance économique. À long terme, la croissance économique est affectée par les investissements directs étrangers, le capital humain, les termes de l'échange, les investissements nets, le

---

<sup>1</sup> Université Marien Ngouabi, Avenue de Bayardelle, B.P.69, Brazzaville.

taux de change et les crédits intérieurs distribués aux secteurs privés. Par ailleurs, à court et long terme, les résultats économétriques montrent que le capital humain, les investissements nets et le taux de change influencent cette croissance. Ces résultats ont d'importantes implications de politique économique au Congo-Brazzaville.

**Mots-clés :** investissements directs étrangers, croissance économique, Congo-Brazzaville.

**JEL Classification :** F23, P52, O55.

## Introduction

Depuis l'accélération du processus de mondialisation dans les années 1980, la problématique des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique est devenue une préoccupation fondamentale de tous les débats économiques et sociaux (Thaalbi, 2013). Cette préoccupation se justifie, entre autres, par la participation des IDE dans la restructuration industrielle mondiale et dans l'essor des pays émergents et en développement (Caves, 1996 ; Lall, 2000). Aujourd'hui, les IDE sont devenus les principaux mécanismes par lesquels les pays s'intègrent dans l'économie mondiale.

Dans les pays en développement, les IDE constituent des véhicules de l'internationalisation et de la globalisation de la production des firmes multinationales (Regnault, 2013). Ainsi, le marché des investissements est resté dominé par les firmes multinationales (FMN) des économies développées qui détiennent les stocks des IDE les plus importants. Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED, 2019), dans ces pays, la part des IDE dans la croissance économique est inégalement répartie (25% entre 1980 et 1984 ; 18,6% entre 1985 et 1991 ; 32% en 2012 ; 21% en 2017). Ces variations s'expliqueraient par la faiblesse des prix du pétrole et la récession du secteur des matières premières, et le Congo-Brazzaville n'échappe pas à cette réalité.

En République du Congo, les travaux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2012) se sont penchés sur la question des effets des IDE sur la croissance économique. Les résultats de leurs études ont révélé que les IDE ont été irréguliers depuis 1995. Ils se sont orientés plus dans le secteur pétrolier que dans le secteur hors pétrole. Ils ont été relativement faibles et très peu attirés par l'environnement (2,3% du PIB entre 1990 et 1998 ; 22% du PIB en 1999 ; 7,5% du PIB entre 2000 et 2005 ; 20% du PIB entre 2009 et 2013 ; 10,6% en 2015). Ainsi, face aux faiblesses des IDE sur la croissance, la Banque Mondiale (2019)<sup>2</sup>, dans

---

<sup>2</sup> <http://www.adiaac-congo.com/content/rapport-doing-business-2019-le-congo-stagne-la-180e-place-mondiale-91094>.

son rapport sur la « facilité de faire des affaires », a classé le Congo-Brazzaville au 180<sup>e</sup> rang sur 190 pays.

Dans ce pays<sup>3</sup>, les recherches empiriques portant sur cette problématique sont inexistantes, à notre connaissance. Les travaux traitant indirectement du Congo sont issus, notamment, de Mouélé et Zhang (2015) et Loubassou Nganga (2017) sur la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et ceux de Tsassa Mbouayila (2019) sur le lien entre les IDE et la création des entreprises au Congo Brazzaville.

Dans cette optique, cet article se propose de répondre à la question suivante : les IDE ont-ils influencé la croissance économique congolaise ? Si non, quels seraient les autres facteurs susceptibles d'avoir un effet sur la croissance économique au Congo-Brazzaville ?

L'article a pour objectif d'étudier les effets des IDE sur la dynamique de la croissance économique au Congo-Brazzaville, d'un point de vue théorique et empirique, à partir d'un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) sur la période de 1980 à 2016. Pour ce faire, nous allons, d'une part, tester si les IDE ont eu une influence positive ou négative sur la croissance économique congolaise, avant de vérifier, d'autre part, si le capital humain, les termes de l'échange, les investissements nets, le taux de change et les crédits intérieurs accordés au secteur privé ont influencé positivement la croissance économique au Congo-Brazzaville.

L'article est organisé en quatre parties. La première partie présente la revue de la littérature. La deuxième analyse l'évolution des IDE sur la croissance économique au Congo-Brazzaville. La troisième partie revient sur les aspects méthodologiques. La quatrième présente la méthode d'estimation économétrique, les résultats et leur interprétation, en matière de politique économique.

## 1. Revue de la littérature

Nous présentons les débats théoriques et empiriques sur les impacts des investissements directs étrangers sur la croissance économique. Il s'agit de relever les avancées théoriques et les outils statistiques utilisés afin d'apporter des éclairages sur cette problématique.

### 1.1. Revue théorique

La littérature consacrée au lien entre les investissements directs étrangers et la croissance économique est inspirée des néoclassiques. Leurs travaux, selon les-

---

<sup>3</sup> Il s'agit ici de la République du Congo-Brazzaville.

quels les IDE sont des catalyseurs de la croissance économique dans les pays peu développés où le taux de chômage paraît élevé et l'épargne locale insuffisante, ont trouvé un écho dans les contributions de Solow (1956) et ceux des théoriciens de la croissance endogène. En effet, Solow (1956) a étudié les effets des IDE sur la croissance économique. Pour Solow, l'effet des IDE sur la croissance est limité, il impacte seulement le niveau du revenu. Toutefois, le taux de croissance à long terme n'est pas modifié, en raison de la loi des rendements décroissants.

D'après les théoriciens de la croissance endogène, notamment (Romer, 1986 ; Lucas, 1988 ; Barro, 1991 ; Aghion & Howitt, 1988, 2000 ; Barro & Sala-i-Martin, 1995, 2004), l'impact des IDE sur le produit intérieur brut est plus efficace que les investissements internes car les IDE permettent l'incorporation de nouvelles technologies dans la fonction de production du pays d'accueil. Certains pays peuvent bénéficier de cette diffusion de la technologie, alors que d'autres peuvent aller plus loin en la développant. Dans cette optique, les IDE ne représentent qu'une accumulation de capital.

## 1.2. Revue empirique

Les travaux empiriques sur les effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique sont nombreux, avec des résultats controversés. Ces travaux sont positifs dans certains cas, négatifs ou sans impacts dans d'autres. De Soto (2000), Durham (2004), Li et Liu (2005), Darrat, Kherfi et Soliman (2005), Mansouri (2009), Bouoiyour, Hanchane et Mouhoud (2009), Alaya, Nicet-Chenaf et Rougier (2009), Agrawal et Khan (2011), Brahim et Rachdi (2014) et Zghidi, Sghaier et Abida (2016), par exemple, ont analysé, dans les pays développés et en développement, la relation entre les IDE et la croissance économique. Ces auteurs ont révélé l'existence d'une relation positive entre les deux variables. En revanche, Blomström et Wang (1992), Hermes et Lensink (2003), Alfaro (2003), Meschi (2006) et Ntanga Ntita, Kazadi Ntita et Ntita Ntita (2019) ont constaté que les investissements directs étrangers exercent un impact contraire sur la croissance économique. Pour Ajide, Adeniyi et Raheem (2014), Alege et Ogundipe (2014) et Agbloyor, Gyeke-Dako, Kulpo et Abor (2016), les IDE n'affectent pas la croissance économique.

Dans cette dynamique, les recherches sur les impacts des investissements directs étrangers sur le développement financier ne sont pas restées en marge de cette problématique. Ainsi, Adeniyi, Omisakin, Egwaikhide et Oyinlola (2012) ont mené une investigation dans quelques économies ouvertes en développement sur les liens de causalité entre les IDE, la croissance économique et le développement financier. En utilisant le modèle Vecteur à Correction d'Erreur (VECM), ils ont montré que le degré de la sophistication financière est important pour bénéficier des avantages des IDE sur la croissance économique dans les économies étudiées. Ongo Nkoa



(2018), à partir d'un échantillon de 50 pays africains, au cours de la période de 1980–2016, a validé ce résultat.

Cependant, les études qui ont examiné les liens entre les investissements directs étrangers et la croissance économique se sont multipliées à partir des années 2013, notamment, Thaalbi (2013), Shuaibu et Fowowe (2014), Azeroual (2016), Malikané et Chitambara (2017) et Fayou (2018). Ainsi, l'étude de Thaalbi (2013) qui s'inscrit dans le contexte de la Tunisie, s'est intéressée à évaluer les déterminants et les impacts des IDE sur la croissance économique. Les résultats de cette étude ont montré la nécessité pour la Tunisie de disposer des ressources en capital humain.

De même, dans une étude menée dans 30 pays d'Afrique sur la période de 1981 à 2011, Shuaibu et Fowowe (2014) ont mesuré les effets des IDE sur la réduction de la pauvreté. Leurs résultats ont montré que les IDE contribuent positivement et de façon significative à la réduction de la pauvreté. Pour ces auteurs, les meilleures institutions, en matière de gouvernance et de développement du capital humain, favorisent la réduction de la pauvreté.

Pour sa part, Azeroual (2016) a analysé l'impact des investissements directs étrangers sur la productivité totale des facteurs (PTF) au Maroc, sur la période de 1980 à 2012. Les résultats de ces travaux ont révélé que les IDE n'expliquent pas de la même manière la productivité totale des facteurs. Seuls les IDE émanant de la France sont statistiquement significatifs et exercent un effet positif sur la PTF.

Par ailleurs, dans une étude publiée en 2017, Malikané ainsi que Chitambara ont mené une recherche sur le lien entre les IDE, la démocratie et la croissance en recourant à un panel de 8 pays d'Afrique du Sud (Botswana, RDC, Malawi, Îles Maurice, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) sur la période de 1980 à 2014. Ils ont abouti aux résultats selon lesquels les effets des IDE sur la croissance économique dépendent du niveau de démocratie des pays d'accueil.

Fayou (2018) s'est interrogé sur l'interaction entre les IDE et la performance des exportations dans un échantillon de 23 pays en développement. Il a utilisé le modèle en données de panel dynamique. Les résultats de cette recherche ont révélé l'existence d'une relation positive entre les investissements directs étrangers entrants et la performance des exportations.

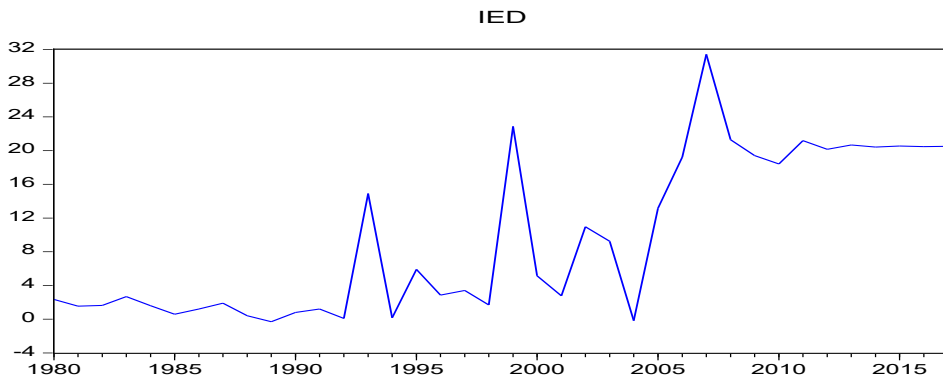
La littérature récente sur la relation entre les investissements directs étrangers et la croissance économique insiste sur les institutions et la gouvernance. Ainsi, en concentrant leurs travaux dans 41 pays d'Afrique subsaharienne (ASS), Nguegang, Nembot Ndeffo et Ndjieunde (2019) ont montré que la qualité des institutions, des services publics, des réglementations et du droit exerce des effets positifs dans ces pays.

Il ressort de la littérature traitant les effets des IDE sur la croissance économique que plusieurs variables (capital humain, termes de l'échange, investissements nets, taux de change, crédits intérieurs fournis au secteur privé) peuvent être mis en lumière comme déterminants significatifs susceptibles d'expliquer ces effets. Pour

mieux apprécier cette problématique, nous examinons l'évolution des IDE dans un contexte de croissance économique au Congo-Brazzaville.

## 2. Evolution des IDE sur la croissance économique au Congo-Brazzaville

La dynamique des IDE et celle de la croissance économique au Congo-Brazzaville ont été irrégulières de 1980 à 2016. Cette irrégularité des IDE sur la croissance peut être appréciée à partir de deux grandes périodes, notamment, de 1980 à 1999 et de 2000 à 2016, comme le montre le graphique 1.



Graphique 1. Évolution des investissements directs étrangers au Congo-Brazzaville

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (2018).

### 2.1. La première période 1980–1999

La première période se caractérise par une grande volatilité des investissements directs étrangers. En effet, entre les années 1980 et 1991, le Congo-Brazzaville a connu des entrées des IDE d'un montant de 30 millions de dollars par an. Ces entrées vont chuter à 3 millions de dollars, en 1992, pour repartir à la hausse à 286 millions de dollars, en 1993. En revanche, en 1995, ces entrées vont de nouveau baisser à 4,5% du PIB pour se concentrer dans le secteur pétrolier, jusqu'en 1998 (2,3% du PIB), avant de connaître un bond de 22% du PIB, en 1999. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces variations : la crise de la dette extérieure du Congo et la découverte de nouveaux gisements de pétrole dans le littoral du pays. En effet, au cours de cette période, le Congo-Brazzaville a connu une crise de sa dette extérieure. Ainsi, cette crise s'est manifestée par une contraction du PIB affectant la population, les IDE dans la création de l'emploi et dans d'autres richesses. Pour faire face à cette

crise, les pouvoirs publics ont mobilisé les ressources financières et se sont engagés dans des réformes d'ajustement structurel, notamment, sur l'austérité budgétaire (CNUCED, 2014). En ce qui concerne la découverte de nouveaux gisements de pétrole, les IDE se sont traduits par une augmentation (Ngouhouo, 2008).

## 2.2. La deuxième période 2000–2016

Cette période est marquée, entre autres, par une instabilité des IDE. Après la forte hausse enregistrée en 1999, l'année 2000 va connaître une régression des IDE (120 millions de dollars américains). Cette baisse des IDE va se poursuivre jusqu'en 2001. À partir de 2002 à 2003, les flux des investissements directs étrangers vont augmenter à 219 545 649 dollars américains. Ils vont baisser en 2004 (668 millions de dollars américains) pour repartir à la hausse en 2005 (800 996 242 dollars américains) et en 2006–2007 (2 638 405 260 dollars américains), puis redescendre en 2008–2010 (928 436 006 dollars américains) et augmenter entre les années 2010–2014 (5 502 260 247 dollars américains). À partir de 2015, les IDE vont enregistrer une diminution de l'ordre de 2 006 000 000 dollars américains (Loubassou Nganga, 2017). Ces variations des IDE sont attribuables, en grande partie, à l'environnement défavorable des IDE dans le pays. Du fait de cet environnement, les IDE sont restés faibles, irréguliers et se sont concentrés encore dans le secteur pétrolier. Ce qui s'est traduit par des difficultés pour le pays à attirer les investissements directs étrangers dans d'autres secteurs, en raison des faibles performances en matière de climat des affaires (PNUD, 2015).

À la lumière de toutes ces considérations, il est intéressant de voir dans quelle mesure les IDE peuvent impacter au Congo-Brazzaville la croissance et ses déterminants. Pour ce faire, nous présentons la méthodologie de la recherche utilisée.

## 3. Méthodologie de la recherche

Notre méthodologie est organisée en deux étapes, à savoir la spécification générale du modèle empirique, d'une part, l'analyse des données du modèle, d'autre part.

### 3.1. Spécification générale du modèle empirique

De la littérature empirique sur les effets des IDE sur la croissance émerge plusieurs travaux (Alaya et al., 2009 ; Ongo Nkoa, 2018 ; Nguengang et al., 2019). Ces auteurs ont utilisé, entre autres, les modèles des moindres carrés généralisés à effets fixes, des modèles à moments généralisés en système et des modèles en Panel Threshold Regression (PTR).

Dans le cadre du Congo-Brazzaville, nous nous inspirons des travaux empiriques de Alaya et collaborateurs (2009). Ces travaux montrent que les effets des IDE sur la croissance dépendent d'un ensemble de variables interactives qui mesurent le lien entre les IDE et les autres déterminants de la croissance. Pour ces auteurs, la croissance économique dans un pays donné est représentée par l'équation suivante :

$$\text{Log}(Y_{it}) = \Psi X_{it} + \Pi Z_{it} + f_i + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

avec  $Y_{it}$  : PIB par tête de parité de pouvoir d'achat (PPA) du pays  $i$  à l'instant  $t$  ;  
 $X_{it}$  et  $Z_{it}$  : ensemble de variables de contrôle à la période  $t$  pour le pays  $i$  ;  
 $f_i$  : effets fixes spécifiques à chaque pays ;  
 $\varepsilon_{it}$  : erreur de spécification.

Contrairement à Alaya et collaborateurs (2009), les auteurs, tels que Durlauf, Johnson et Temple (2004) trouvent que la variable  $X_{it}$  contient les variables incluses dans le modèle de Solow (1956) augmenté, notamment, la formation brute de capital fixe et le capital humain. En revanche, le vecteur  $Z_{it}$  inclut les variables d'intérêt comme les indicateurs de réformes structurelles (infrastructures, ouverture commerciale, investissements directs étrangers), le taux annuel d'inflation et le développement financier.

Ainsi, dans la spécification de leur modèle, Alaya et collaborateurs (2009) retiennent comme variable expliquée, le produit intérieur brut par habitant et comme variables explicatives, les IDE, le capital humain, l'ouverture commerciale, la FBCF, le développement financier, les dépenses publiques, les infrastructures et l'inflation.

Le choix de ce modèle, dans le contexte congolais, est dicté par des considérations pratiques. Ce modèle paraît mieux disposé à capter les effets spécifiques des pays tels que les établissements institutionnels, les caractéristiques géographiques, les normes culturelles, qui pourraient influencer aussi bien l'investissement direct étranger que la croissance économique dans un pays comme le Congo-Brazzaville, où l'économie est extravertie et dépendante des ressources pétrolières.

Dans cette optique, notre modèle économétrique est bâti en admettant que les effets des IDE sur la croissance économique peuvent être expliqués par la combinaison de six (6) variables : les investissements directs étrangers, le capital humain, les termes de l'échange, les investissements nets, le taux de change et les crédits distribués au secteur privé.

Ces variables ont été retenues en raison de leur rôle théorique et empirique sur les effets des IDE sur la croissance économique. Ainsi, la variable dépendante est le PIB par habitant (PIB\_H). Cette variable est considérée comme un indicateur adéquat pour comparer les économies entre elles. Elle est censée avoir des effets positifs sur la croissance économique.

Les variables explicatives sont : les investissements directs étrangers entrées nettes (IDE), qui représentent la variable d'intérêt. Ils désignent l'exportation de capitaux dans un autre pays afin d'y acquérir, créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation. Cette variable est supposée avoir une influence positive sur la croissance économique (De Soto, 2000 ; Durham, 2004 ; Li & Liu, 2005 ; Darrat et al., 2005 ; Mansouri, 2009 ; Bouoiyour, Hanchane, & Mouhoud, 2009 ; Alaya et al., 2009 ; Brahim & Rachdi, 2014 ; Zghidi et al., 2016).

Les variables de contrôle sont : le capital humain, qui a été retenu comme variable explicative, en raison de sa prédiction par la théorie néoclassique et la théorie de la croissance endogène qui soutiennent que l'impact du capital humain sur la croissance devrait être positif (Lucas, 1988 ; Romer, 1990 ; Alaya et al., 2009). Ainsi, en nous basant sur les études de Barro (1991) et de Borensztein, Gregorio et Lee (1998), nous utilisons le capital humain (CAH) comme approximation du taux brut de scolarisation au secondaire. Les termes de l'échange (TEC) comparent les prix des exportations aux prix des importations. Une relation positive est attendue entre les termes de l'échange et la croissance économique (Barro & Sala-i-Martin, 2004). La variable investissement net (INV) correspond à l'utilisation de nouveaux capitaux d'une entreprise dans le but d'accroître son rendement et sa production. Le signe positif est prévu entre les investissements nets et la croissance, car l'accumulation du capital est censée favoriser la croissance du PIB réel par habitant (Barro, 1990, 1991 ; Easterly & Rebelo, 1993). La variable taux de change (TDC) exprime le prix d'une monnaie par rapport à une autre. Cette variable est sensée avoir un impact négatif sur la croissance économique. Quant aux crédits intérieurs accordés au secteur privé (CISP), ils indiquent les crédits alloués aux différents secteurs de l'économie sur une base brute. Une relation positive est attendue entre les crédits intérieurs accordés au secteur privé et la croissance économique (Barro & Sala-i-Martin, 2004 ; Keza, 2011).

En supposant que le modèle est linéaire, le modèle empirique à estimer est un modèle de régression multiple avec la spécification de base suivante :

$$\text{LogPIB}_t/H_t = \alpha_0 + \alpha_1 \log(\text{IDE})_t + \alpha_2 \log(\text{CAH})_t + \alpha_3 \log(\text{TEC})_t + \alpha_4 \log(\text{INV})_t + \alpha_5 \log(\text{TDC})_t + \alpha_6 \log(\text{CISP})_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

avec PIB/H : PIB par habitant ; IDE : ratio IDE/PIB ; CAH : capital humain mesuré par le taux de scolarisation dans le secondaire ; TEC : termes de l'échange ; INV : ratio INV /PIB ; TDC<sup>4</sup> : taux de change ; CISP : ratio CISP/PIB.

Dans ce modèle,  $\alpha_0$  est la constante,  $\alpha_1 \dots \alpha_6$ , les paramètres à estimer,  $\varepsilon_{it}$  le terme d'erreur avec l'hypothèse que  $\varepsilon_{it} \rightarrow N(0, \delta^2)$ , car le modèle est estimé sur un échantillon de 34 observations. Finalement, la spécification du modèle à estimer devient :

<sup>4</sup> Le taux de change est exprimé en dollar américain et la cotation est à l'incertain.

$$\text{Log}PIB\_H_t = \alpha_0 + \alpha_1 \log(IDE\_PIB)_t + \alpha_2 \log(CAH)_t + \alpha_3 \log(TEC)_t + \alpha_4 \log(INV\_PIB)_t + \alpha_5 \log(TDC)_t + \alpha_6 \log(CISP\_PIB)_t + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

### 3.2. Les données du modèle

Pour notre analyse empirique, nous avons sélectionné les données annuelles de la République du Congo, pour la période de 1980–2016. Les données sur le produit intérieur brut par habitant, les crédits intérieurs fournis au secteur privé, le taux brut de scolarisation au secondaire (capital humain) et les investissements directs étrangers proviennent de la Banque mondiale. Celles relatives aux termes de l'échange et au taux de change sont tirées du site de Sherbrooke. Les données sur les investissements nets sont issues de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

## 4. Méthode d'estimation économétrique du modèle, présentation et interprétation des résultats

Dans cette section, nous présentons, dans un premier temps, la méthode d'estimation du modèle et ses résultats, dans un deuxième temps, leurs interprétations et discussions.

### 4.1. Méthode d'estimation du modèle et ses résultats

L'étude utilise l'économétrie des séries temporelles. La méthodologie utilisée est une approche en trois étapes. Nous commençons l'analyse par les tests de stationnarité pour déterminer l'ordre d'intégration des variables. Ensuite, les tests de cointégration de Johansen sont utilisés pour détecter la cointégration des variables. Une fois retenue la meilleure spécification pour analyser les effets des IDE sur la croissance, nous procédons à l'estimation du modèle et à la présentation de ses résultats.

#### 4.1.1. Tests de stationnarité

Pour éviter des problèmes de régressions fallacieuses, nous avons effectué des tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et celui de Phillips-Perron (PP). Les principaux résultats des tests sur les différentes variables sont résumés dans le tableau ci-après.

D'après le tableau 1, les résultats des tests de stationnarité ADF et PP ne sont pas stationnaires en niveau  $I(0)$ <sup>5</sup>. Cependant, ils sont plutôt stationnaires en différence première, c'est-à-dire  $I(1)$ . Le degré de significativité est de 5%. Par conséquent, on peut procéder au test de cointégration pour vérifier si ces variables sont cointégrées.

<sup>5</sup> Dans ce tableau, les résultats des tests en niveau  $I(0)$  ne figurent pas. Nous avons retenu que les résultats significatifs, c'est-à-dire  $I(1)$ .

**Tableau 1. Test de stationnarité ADF et PP**

Variables	Niveau		Différence première		Décisions	
	ADF	PP	ADF	PP	ADF	PP
D(LPIB_H)	-1,999203	-2,443417	-4,216749	-4,265793	I(1)	I(1)
D(IDE_PIB)	-2,383387	-2,141629	-9,125254	-18,25467	I(1)	I(1)
D(LCAH)	-1,774854	-3,058891	-10,05246	-10,44728	I(1)	I(1)
D(LTEC)	-1,309751	-1,310567	-4,714584	-6,045785	I(1)	I(1)
D(LINV_PIB)	-7,875131	-8,201030	-12,71477	-35,48412	I(1)	I(1)
D(LTDC)	-2,371714	-2,443521	-5,315764	-5,309576	I(1)	I(1)
D(LCISP_PIB)	-1,244530	-1,244530	-5,104153	-5,125181	I(1)	I(1)

N.B. I (1) signifie le degré d'intégration de la série.

Source : Auteur.

#### 4.1.2. Test de cointégration de Johansen

Plusieurs tests (test d'Engle-Granger, test de Johansen...) sont utilisés pour déterminer s'il y a ou non de la cointégration entre les variables. Dans cette étude, nous retenons le test de cointégration de Johansen qui indique la quantité de relation de cointégration. Les résultats du test sont consignés dans le tableau 2.

**Tableau 2. Résultats du test de cointégration de Johansen**

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)				
Hypothesized No, of CE(s)	Eigenvalue	Trace statistic	Critical value 0,05	Prob**
None *	0,957352	276,8189	125,6154	0,0000
At most 1 *	0,849842	169,5563	95,75366	0,0000
At most 2 *	0,783389	105,0901	69,81889	0,0000
At most 3 *	0,538762	53,08195	47,85613	0,0149
At most 4	0,386455	26,77136	29,79707	0,1073
At most 5	0,235773	10,16231	15,49471	0,2685
At most 6	0,029556	1,020037	3,841466	0,3125

Notes : Trace test indicates 4 cointegrating eqn(s) at the 0,05 level ; \* denotes rejection of the hypothesis at the 0,05 level ; \*\* MacKinnon-Haug-Michelis (1999) *p*-values.

Source : Auteur.

Il ressort de ces résultats que le test de la trace effectué montre que les variables retenues sont cointégrées au seuil de 5%. Ainsi, l'hypothèse de l'absence de cointégration est rejetée dans la mesure où ces résultats montrent l'existence de quatre relations de cointégration. Nous pouvons donc conclure qu'il existe un modèle à correction d'erreur (VECM).

### 4.1.3. Estimation du modèle et présentation des résultats

Nous estimons le modèle et présentons les principaux résultats de notre recherche obtenus à partir du modèle VECM sur les impacts des IDE sur la croissance économique. Le modèle commence par l'estimation des équations de court et long terme. Les résultats sont ainsi présentés dans les tableaux 3 et 4. Ceux relatifs à la vitesse d'ajustement vers la cible de long terme figurent dans le tableau 5. Afin de tester la robustesse de nos résultats, nous avons effectué les tests de normalité (tableau 6), d'autocorrélation des résidus (tableaux 7) et d'hétéroscédasticité (tableau A1, en annexe).

**Tableau 3. Résultats de l'estimation du modèle de court terme**

Variables exogènes	Probabilités	Coefficients
D(LPIB_H(-1))	0,030633	[0,22288]
D(LPIB_H(-2))	0,095778	[0,59194]
D(IDE_PIB(-1))	0,001098	[1,09930]
D(IDE_PIB(-2))	-0,000518	[-0,60847]
D(LCAH(-1))	-0,481151	[-3,07142]*
D(LCAH(-2))	-0,129400	[-1,11978]
D(LTEC(-1))	-0,017577	[-0,37331]
D(LTEC(-2))	-0,029988	[-0,88139]
D(LINV_PIB(-1))	0,033548	[2,68758]*
D(LINV_PIB(-2))	0,001214	[0,13736]
D(LTDC(-1))	0,091874	[2,73274]*
D(LTDC(-2))	0,052315	[1,27541]
D(LCISP_PIB(-1))	0,030481	[1,22290]
D(LCISP_PIB(-2))	0,046191	[1,96346]

Source : Auteur.

**Tableau 4. Résultats de l'estimation du modèle de long terme**

Variables exogènes	Probabilités	Coefficients
LPIB_H(-1)	1,000000	
IDE_PIB(-1)	0,005341	[14,9168]*
LCAH(-1)	-0,385060	[-11,3130]*
LTEC(-1)	-0,198503	[-38,6244]*
LINV_PIB(-1)	0,056877	[15,7925]*
LTDC(-1)	0,074088	[15,9654]*
LCISP_PIB(-1)	-0,037282	[-14,4461]*

Note : \* Indique les coefficients significatifs au seuil de 5%.

Source : Auteur.



**Tableau 5. Vitesse d'ajustement vers la cible de long terme**

D(LPIB_H)	D(IDE_PIB)	D(LCAH)	D(LTEC)	D(LINV_PIB)	D(LTDC)	D(LCISP_PIB)
(0,23613)	(74,1399)	(0,38663)	(2,29656)	(7,07804)	(1,68871)	(3,01101) <sup>a</sup>
[-3,69916]	[-0,73968]	[ 2,50524]	[-1,37975]	[-2,46535]	[ 1,24833]	[-0,99838]

<sup>a</sup> Les valeurs entre parenthèse représentent les écarts-types.

Source : Auteur.

**Tableau 6. VEC Residual Normality Tests Orthogonalization : Cholesky (Lutkepohl)**  
**Null Hypothesis : residuals are multivariate normal** Sample : 137

Component	Skewness	Chi-square	df	Prob.
1	-0,338908	0,650865	1	0,4198
2	0,266302	0,401863	1	0,5261
3	0,527235	1,575202	1	0,2095
4	-0,473728	1,271701	1	0,2594
5	-0,263911	0,394679	1	0,5299
6	0,381286	0,823814	1	0,3641
7	-0,045404	0,011682	1	0,9139
Joint		5,129806	7	0,6441
Component	Kurtosis	Chi-square	df	Prob.
1	2,095412	1,159228	1	0,2816
2	3,475837	0,320762	1	0,5711
3	3,655886	0,609430	1	0,4350
4	2,775402	0,071462	1	0,7892
5	2,244315	0,809001	1	0,3684
6	4,264448	2,265007	1	0,1323
7	2,748332	0,089727	1	0,7645
Joint		5,324618	7	0,6204

Source : Auteur.

**Tableau 7. VEC Residual Portmanteau tests for autocorrelations**

Sample : 137 included observations : 34

Lags	Q-Stat	Prob.	Adj Q-Stat	Prob.	df
1	38,12603	NA*	39,28136	NA*	NA*
2	71,79871	NA*	75,05858	NA*	NA*
3	110,7802	0,0778	117,8125	0,0308	91
4	153,4659	0,2062	166,1897	0,0647	140
5	208,4453	0,1582	230,6482	0,0209	189
6	258,9817	0,1672	292,0138	0,0096	238
7	293,2452	0,3872	335,1604	0,0265	287
8	326,0579	0,6412	378,0695	0,0565	336
9	361,9561	0,7949	426,8910	0,0692	385
10	394,7379	0,9119	473,3319	0,0936	434
11	440,0278	0,9199	540,2820	0,0362	483
12	465,3449	0,9828	579,4086	0,0760	532

Notes : \* The test is valid only for lags larger than the VAR lag order.  
df is degrees of freedom for (approximate) chi-square distribution.

Source : Auteur.

## 4.2. Interprétation et discussion des résultats

Des résultats du modèle, il ressort que toutes les variables de l'étude retenues ont une influence sur la variable expliquée, dans la mesure où les valeurs de  $R^2 = 0,770419$  et  $R^2$  ajustée = 0,579102 sont de signe positif. De plus, le test de normalité effectué suggère que les distributions des variables suivent une loi normale. Les tests d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité, quant à eux, valident respectivement l'absence d'autocorrélation des erreurs et la constance de leur variance. En conséquence, les modèles de court et long terme dans leur globalité sont validés au seuil de 5%.

Dans le modèle de court terme, le coefficient affecté à la variable mesurant la vitesse d'ajustement ( $-3,69916$ ) est statistiquement négatif et significatif au seuil de 5%. Ce résultat confirme l'existence d'une relation stable à long terme entre les IDE et les déterminants de la croissance économique.

Toutefois, les résultats des effets des IDE sur la croissance économique au Congo-Brazzaville mettent en évidence, à court terme, trois variables : le capital humain, les investissements nets et le taux de change. En effet, le capital humain exerce des effets négatifs et significatifs au seuil de 5% sur la croissance économique. Une augmentation de 1% de ce capital, toute chose égale par ailleurs, se traduit par une diminution de 3,1% de la croissance. Ce résultat s'oppose à la théorie du capital humain et aux travaux des auteurs, tels que (Lucas, 1988 ; Romer, 1990 ; Li & Liu, 2005 ; Alaya et al., 2009 ; Thaalbi, 2013 ; Shuaibu & Fowowe, 2014) qui soutiennent que l'éducation permet d'améliorer la croissance économique par le dynamisme

du capital humain. Mais, il va dans le sens de Bouoiyour et collaborateurs (2009). Dans le cas du Congo-Brazzaville, ce résultat signifie que les pouvoirs publics congolais n'ont pas investi dans le secteur de l'éducation. Les résultats obtenus donnent le signe contraire.

Les investissements nets impactent positivement la croissance économique. Une hausse de 1% de ces investissements implique une hausse de la croissance économique de l'ordre de 2,7%. Ce constat corrobore ceux de Barro (1990, 1991) et Easterly et Rebelo (1993), qui confirment le rôle positif des investissements publics productifs, comme moteur de la croissance économique. Au sujet du Congo, ce résultat suggère que ces investissements ont été orientés vers les secteurs productifs, tels que la construction des ports, des infrastructures routières et des télécommunications, comme le proposent Barro (1990, 1991) et Moussavou (2017). Le signe obtenu est conforme aux prédictions théoriques.

Par ailleurs, le taux de change explique positivement la croissance économique. Lorsqu'il augmente de 1%, la croissance économique s'améliore de 2,7%. Ce résultat positif signifie qu'une dépréciation du Franc CFA par rapport au dollar contribue à baisser les prix des exportations et à augmenter ceux des importations. Ce qui stimule les exportations et freine les importations, le tout contribuant ainsi à la hausse de la demande globale, donc de l'activité économique (croissance). Ce résultat va dans le sens de la théorie économique qui confirme qu'une dépréciation de la monnaie stimule l'activité économique. Au Congo-Brazzaville, le comportement du taux de change a donc été un facteur contributif de la croissance économique.

A court terme, les IDE, les termes de l'échange et les crédits intérieurs distribués au secteur privé n'influent pas la croissance économique.

En revanche, à long terme, les IDE, le capital humain, les termes de l'échange, les investissements nets, le taux de change et les crédits intérieurs distribués au secteur privé expliquent la croissance économique. En effet, les IDE influencent positivement la croissance économique au seuil de 5%. Une hausse de 1% de ces IDE, toute chose égale par ailleurs, occasionne une hausse de la croissance de 14,9%. Ce résultat a été mis en évidence par plusieurs auteurs (De Soto, 2000 ; Durham, 2004 ; Li & Liu, 2005 ; Darrat et al., 2005 ; Mansouri, 2009 ; Bouoiyour et al., 2009 ; Alaya et al., 2009 ; Brahim & Rachdi, 2014 ; Zghidi et al., 2016). Dans le cas du Congo-Brazzaville, ce résultat suggère que le pays a bénéficié des flux de capitaux de la part des firmes multinationales, d'une stabilité économique et des marchés libéralisés. Les résultats obtenus sont conformes aux prédictions théoriques.

Les termes de l'échange exercent des effets négatifs sur la croissance économique congolaise. Une augmentation de 1% entraîne une diminution de 38,6% de croissance. Ce résultat s'oppose à ceux de Barro et Sala-i-Martin (2004) et Ntanga Ntita et collaborateurs (2019). Pour ces auteurs, une amélioration des termes de l'échange a un impact positif sur la croissance du produit intérieur brut. Dans le contexte

du Congo, les termes de l'échange se sont traduits par une baisse de la croissance économique. Les résultats obtenus sont contraires à la prédiction intuitive.

Quant aux crédits intérieurs accordés au secteur privé, ils impactent négativement la croissance économique. Une augmentation de 1% de ces crédits conduit à une baisse de la croissance de l'ordre de 14,4%. Ce résultat corrobore ceux de De Gregorio et Gruidotti (1995). Ce cas précis peut trouver son explication par le fait que les crédits accordés au secteur privé n'ont pas été suffisants, ce qui se traduit par une diminution de la croissance au Congo-Brazzaville. Les résultats obtenus ne présentent pas le signe attendu.

A court et long terme, les résultats obtenus montrent que le capital humain, les investissements nets et le taux de change expliquent la croissance économique.

## Conclusion

Cette étude visait l'analyse des effets des IDE sur la croissance économique au Congo-Brazzaville. Il ressort des résultats obtenus à partir du modèle vectoriel à correction d'erreur, qu'à court terme, le capital humain, les investissements nets et le taux de change, exercent des effets sur la croissance économique. A long terme, les investissements directs étrangers, le capital humain, les termes de l'échange, les investissements nets, le taux de change et les crédits distribués au secteur privé affectent cette croissance. Cela nous amène à proposer quelques implications de politique économique.

La première se rapporte aux effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique. Ce résultat sous-tend que le Congo-Brazzaville doit maintenir la qualité de ses institutions et son cadre juridique pour attirer les investisseurs. Mieux encore, renforcer sa gouvernance pour attirer davantage des investisseurs privés<sup>6</sup>.

La deuxième implication concerne l'incidence négative du capital humain sur la croissance congolaise. Nous savons qu'un renforcement en capital humain a des effets positifs sur la croissance. Dans le cas du Congo, il revient aux pouvoirs publics de disposer d'un niveau de capital humain adéquat dans tous les secteurs de l'économie (BAD, 2012).

La troisième est relative à l'impact positif du taux de change sur la croissance. D'après Ricoeur-Nicolai, Lakhoua Miotti, Quenan et Quê (1998), le taux de change joue un rôle fondamental dans les instruments de la politique économique : un niveau donné du taux de change assure l'équilibre macroéconomique interne et

---

<sup>6</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/congo/overview>, République du Congo – Vue d'ensemble.

externe du pays. Dans ce contexte, il est impérieux, pour les autorités monétaires de la zone CEMAC, de revoir ces taux.

La dernière porte sur les impacts négatifs des crédits intérieurs accordés au secteur privé, sur la croissance. Selon Keza (2011), l'efficacité du système bancaire et financier d'un pays dépend de l'action de l'État. Ce dernier doit octroyer la primauté à l'économie, à la meilleure répartition de la richesse nationale, au recours des incitations fiscales, à l'instauration d'une sécurité juridique et d'une stabilité politique. Au sujet du Congo-Brazzaville, les autorités monétaires doivent les mettre en place ou les renforcer afin de faciliter l'accès des agents de ce secteur aux crédits.

## Annexe

**Tableau A1. VEC residual heteroskedasticity tests : No cross terms (only levels and squares)**

Sample : 137	Included observations : 34	Joint test
Chi-sq	df	Prob.
860,5028	840	0,3042

Individual components:

res1*res1	0,958911	2,333735	0,2660	32,60297	0,3400
res2*res2	0,617705	0,161578	0,9979	21,00196	0,8878
res3*res3	0,997060	33,90845	0,0070	33,90002	0,2848
res4*res4	0,952383	2,000108	0,3149	32,38104	0,3500
res5*res5	0,885364	0,772328	0,7057	30,10238	0,4604
res6*res6	0,937847	1,508924	0,4185	31,88679	0,3728
res7*res7	0,783306	0,361480	0,9410	26,63240	0,6425
res2*res1	0,755561	0,309099	0,9640	25,68906	0,6909
res3*res1	0,869053	0,663669	0,7671	29,54781	0,4890
res3*res2	0,789763	0,375654	0,9341	26,85194	0,6310
res4*res1	0,969551	3,184227	0,1849	32,96475	0,3241
res4*res2	0,936634	1,478123	0,4268	31,84554	0,3747
res4*res3	0,986413	7,260086	0,0633	33,53805	0,2997
res5*res1	0,905405	0,957141	0,6129	30,78378	0,4261
res5*res2	0,879568	0,730343	0,7289	29,90531	0,4705
res5*res3	0,843195	0,537734	0,8423	28,66862	0,5350
res5*res4	0,974699	3,852350	0,1461	33,13975	0,3165
res6*res1	0,990962	10,96456	0,0357	33,69271	0,2933
res6*res2	0,865357	0,642703	0,7794	29,42213	0,4955
res6*res3	0,980474	5,021417	0,1039	33,33612	0,3081
res6*res4	0,764475	0,324583	0,9577	25,99215	0,6755
res6*res5	0,954936	2,119046	0,2959	32,46781	0,3461

res7*res1	0,912384	1,041342	0,5758	31,02105	0,4144
res7*res2	0,720097	0,257267	0,9815	24,48330	0,7497
res7*res3	0,939029	1,540136	0,4104	31,92700	0,3709
res7*res4	0,875441	0,702834	0,7445	29,76500	0,4777
res7*res5	0,898332	0,883591	0,6480	30,54328	0,4381
res7*res6	0,669016	0,202129	0,9934	22,74653	0,8255

## References

- Adeniyi, O., Omisakin, O., Egwaikhide, F. O., & Oyinlola, A. (2012). Foreign direct investment, economic growth and financial sector development in small open developing economies. *Economic Analysis & Policy*, 42(1), 105-127.
- Agbloyor, E., Gyeke-Dako, K., Kulpo, A., & Abor, J. (2016). Foreign investment and economic growth in SSA : The role of institutions. *Thunderbird International Business Review*, 58(5), 479-497.
- Aghion, P., & Howitt, P. (1988). *Growth and cycles through creative destruction*. (Unpublished). University of Western Ontario.
- Aghion, P., & Howitt, P. (2000). *Théorie de la croissance endogène*. Paris: Dunod.
- Agrawal, G., & Khan, M. A. (2011). Impact of FDI on GDP Growth : A panel data study. *European Journal of Scientific Research*, 57(2), 257-264.
- Ajide, K., Adeniyi, O., & Raheem, I. (2014). Does governance impact on the foreign direct investment- growth nexus in sub-Saharan Africa?. *Zagreb International Review of Economics & Business*, 17(2), 71-81.
- Alaya, M., Nicet-Chenaf, D., & Rougier, E. (2009). À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens. *Mondes en Développement*, 4(148), 119-138.
- Allege, P., & Ogundipe, A. (2014). Foreign direct investment and economic growth in ECOWAS : A System-GMM approach. *Covenant Journal of Business and Social Sciences*, 5(1), 1-22.
- Alfaro, L. (2003). *Foreign direct investment and growth : Does the sector matter?*. Boston: Harvard Business School.
- Azeroual, M. (2016). Investissements directs étrangers au Maroc : impact sur la productivité totale des facteurs selon le pays d'origine (1980-2012). *Afrique et Développement*, 41(1), 191-213.
- Banque Africaine de Développement (BAD). (2012). *Environnement de l'investissement privé au Congo, Département régional de l'Afrique centrale*. Brazaville: BAD.
- Banque Mondiale. (2018). *Indicators : Agriculture and rural development*. Retrieved from <https://data.worldbank.org/indicator>
- Banque Mondiale. (2019). *Vue d'ensemble*. Rapport, Banque Mondiale, République du Congo. Retrieved from <https://www.banquemondiale.org/fr/country/congo/overview>
- Barro, R., & Sala-i-M. (1995). *Economic growth*. New York : McGraw-Hill.
- Barro, R., & Sala-i-M. (2004). *Economic growth*. Cambridge, MA: The MIT Press.

- Barro, R. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.
- Barro, R. (1991). Economics growth in a cross section of countries. *Quarterly Journal of Economics*, (106), 407-443.
- Blomström, M., & Wang, J.-Y. (1992). Foreign Investment and technology transfer: A simple model. *European Economic Review*, (36), 137-155.
- Borensztein, E., Gregorio, J. D., & Lee, J. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth. *Journal of International Economics*, 45(1), 115-135.
- Bouoiyour, J., Hanchane, H., & Mouhoud, M. (2009). Investissements directs étrangers et productivité. Quelles interactions dans le cas des pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord?. *Revue Economique*, 60 (1), 109-131.
- Brahim, M., & Rachdi, H. (2014). Foreign direct investment, institutions and economic growth : Evidence from the MENA region, *Journal of Reviews on Global Economics*, (3), 328-339.
- Caves, R. E. (1996). *Multinational enterprises and economic analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.
- CNUCED. (2014). *L'examen de la politique d'investissement en République du Congo*. Rapport. Nations Unies.
- CNUCED. (2019). *World Investment Report*. Retrieved from <http://unctad.org>.
- Darrat, A., Kherfi, S., & Soliman., M. (2005). *FDI and economic growth in CEE and MENA countries : A tale of two regions*. (ERF 12th Annual Conference 19th-21st December, Egypt).
- De Gregorio, J., & Guidotti, P. E. (1995). Financial development and economic growth. *World Development*, 23(3), 433-448.
- De Soto, M. (2000). *Capital flows and growth in developing countries : Recent empirical evidence*. (Technical Paper No. 160, OECD Development Centre, Paris).
- Durham, B. (2004). Absorptive capacity and the effects of FDI and equity foreign portfolio investment on economic growth. *European Economic Review*, (48), 285-306.
- Durlauf, S. N., Johnson, P. A., & Temple, J. R. W. (2004). Growth econometrics. In P. Aghion & S. N. Durlauf (Eds.), *Handbook of Economic Growth* (vol. 1, pp. 555-677). Amsterdam: North-Holland.
- Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth : An empirical investigation. *Journal of Monetary Economics*, (32), 417-458.
- Fayou, H. (2018). *Le lien entre les investissements directs étrangers et la performance des exportations : cas des pays en voie de développement*. Retrieved from <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01695881>
- Hermes, N., & Lensink, R. (2003). Foreign direct investment, financial development and economic growth. *Journal of Development Studies*, 40(1), 142-163.
- Keza, J. P. (2011). *Les enjeux économiques de la bancarisation en Afrique subsaharienne*. Retrieved from <https://www.cesbc.org/congo/Keza/labancarisationdemasse.htm>
- Lall, S. (2000). *FDI and development policy and research issues in the emerging context* Queen Elizabeth House. (Working Paper No. 43, Oxford University).
- Li, X., & Liu, X. (2005). Foreign Direct Investment and economic growth : An increasingly endogenous relationship. *World Development*, (33), 393-407.

- Loubassou Nganga, M. (2017). Investissements directs étrangers et croissance économique dans la CEMAC. *Annales de l'Université Marien Ngouabi*, 17(1), 64-91.
- Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, (22), 3-42.
- Malikane, C., & Chitambara, P. (2017). Foreign Direct Investment, democracy and economic growth in Southern Africa. *African Development Review*, 29(1), 92-102.
- Mansouri, B. (2009). *Effets des IDE et de l'ouverture commerciale sur la croissance économique au Maroc*. (Conférence Economique Africaine).
- Meschi, E. (2006). *FDI and growth in MENA countries : An empirical analysis*. (The Fifth International Conference of the Middle East Economic Association, Sousse 10-12 March).
- Mouele, M. P., & Zhang, J. (2015). Foreign Direct Investment (FDI) on economic growth : Congo Brazzaville's case. *International Journal of Service Science, Management and Engineering*, 2(2), 30-38.
- Moussavou, F. (2017). Dépenses publiques et dynamique de croissance au Congo-Brazzaville. *Annales de l'Université Marien Ngouabi*, 17(1), 21-37.
- Nguegang, F., Nembot Ndeffo, L., & Ndjieunde, G. (2019). L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions. *Région et Développement*, (50), 1-21.
- Ngouhouo, I. (2008). *Les investissements directs étrangers en Afrique centrale : attractivité et effets économiques*. Thèse de Doctorat en Sciences Économiques, Université du Sud Toulon Var.
- Ntanga Ntita, J. D., Kazadi Ntita, F., & Ntita Ntita, J. (2019). *Investissements directs étrangers et croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC)*. Retrieved from <https://mpira.ub.uni-muenchen.de/92910/>
- Ongo Nkoa, B. E. (2018). Effets différenciés des IDE sur la croissance économique africaine : le rôle de la finance. *Revue d'Économie du Développement*, 26(3), 33-63.
- PNUD Congo. (2012). Étude sur la vulnérabilité de l'économie congolaise et ses perspectives de diversification. Rapport.
- PNUD Congo. (2015). *République du Congo*. Retrieved from <https://www.uneca.org/sites/default/files/images/ORIA/CP/congo.pdf>
- Regnault, H. (2013). Les pays en développement face aux investissements directs étrangers : de la substitution aux importations à l'intégration profonde. *Techniques Financières et Développement*, 1(110), 5-14.
- Ricoeur-Nicolai, N., Lakhoua A., Miotti, E., Quenan, T., & Qué, P. (1998). Le rôle du taux de change dans la croissance des économies émergentes. *Revue Économique*, 49(1), 9-26.
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94, 1002-1037.
- Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, (98), 71-102.
- Shuaibu, M., & Fowowe, B. (2014). Is Foreign Direct Investment good for poor? New evidence from African countries. *Economic Change and Restructuring*, (47), 321-339.
- Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, (70), 155-173.
- Thaalbi, I. (2013). *Déterminants et impacts des IDE sur la croissance économique en Tunisie*. Thèse de Doctorat, Université de Strasbourg.



- 
- Tsassa Mbouayila, F. M. (2019). Effets des investissements directs étrangers sur la création d'entreprises au Congo. *European Scientific Journal*, 15(1), 15-45.
- Zghidi, N., Sghaier, I. M., & Abida, Z. (2016). Does economic freedom enhance the impact of foreign direct investment on economic growth in north countries?. *African Development Review*, 28(1), 64-74.

**Alain REDSLOB**

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

**Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI**

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

**Dr Claudio RUFF ESCOBAR**

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61<sup>e</sup> Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF [Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl](mailto:Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl)

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

